

1984, chapitre 53  
**LOI SUR LE RÉGIME DE RENTES  
DES POLICIERS DE LA COMMUNAUTÉ  
URBAINE DE MONTRÉAL**

---

**Projet de loi 25**

présenté par Mme Pauline Marois, ministre de la Main-d'œuvre et de la Sécurité du revenu

Présenté le 17 décembre 1984

Principe adopté le 19 décembre 1984

Adopté le 20 décembre 1984

**Sanctionné le 21 décembre 1984**

---

**Entrée en vigueur: le 21 décembre 1984**

---

**Loi modifiée:** Aucune







## CHAPITRE 53

### Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal

*[Sanctionnée le 21 décembre 1984]*

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

Modifica-  
tion réputée  
conforme

**1.** La modification relative au Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, telle qu'annexée à l'entente conclue le 22 août 1984 entre la Communauté urbaine de Montréal et la Fraternité des policiers de la Communauté urbaine de Montréal Inc., est réputée être approuvée conformément à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

Prestataire

Le présent article ne peut avoir pour effet d'obliger un prestataire à rembourser une somme payée avant le 21 décembre 1984 conformément au Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

Certificat  
d'enregist-  
rement

Il ne peut non plus avoir pour effet d'annuler le certificat d'enregistrement n° 26156, délivré en vertu de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

Entente  
ratifiée

**2.** Est ratifiée l'entente conclue le 14 juin 1979 entre la Communauté urbaine de Montréal et la Ville de Montréal, pourvoyant au transfert au Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal de certaines créances de rentes et prestations établies en vertu du Régime de rentes de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, ainsi que des actifs s'y rapportant.

Parties liées  
par  
ententes

L'entente visée au premier alinéa, ainsi que toute entente conclue après le 21 décembre 1984 en vertu de l'article 12.04 du Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, lient, outre

les parties, l'Association de bienfaisance et de retraite des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

Entente  
constitue  
modification

Toute entente visée au deuxième alinéa et conclue après le 21 décembre 1984 constitue une modification au sens de l'article 9 de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

Contri-  
bution

**3.** La contribution que la Communauté urbaine de Montréal doit verser à la caisse du Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal est établie comme suit:

1° pour l'année 1984:

a) au titre des services effectués au cours de cette année, une contribution égale à 273% des contributions salariales;

b) aux fins de l'amortissement des déficits actuariels, une contribution spéciale de 7 052 600 \$, payable avant le 31 décembre 1984;

2° pour l'année 1985:

a) au titre des services effectués au cours de cette année, une contribution égale à 286% des contributions salariales;

b) aux fins de l'amortissement des déficits actuariels, une contribution spéciale de 7 052 600 \$, payable mensuellement à raison de  $\frac{1}{12}$  de ce montant;

3° pour l'année 1986 et chaque année subséquente:

a) au titre des services effectués au cours de chacune de ces années, une contribution déterminée selon une méthode d'évaluation comportant notamment la projection des salaires jusqu'à l'âge normal de la retraite, sauf si, selon les hypothèses utilisées, les créances de rentes et prestations deviennent payables avant cet âge, ainsi que l'allocation, à une année de participation ou de services, de la valeur totale des créances de rentes et prestations relatives à cette même année de services ou de participation;

b) aux fins de l'amortissement du déficit actuariel consolidé au 1<sup>er</sup> janvier 1986 et estimé suivant la méthode visée au sous-paragraphe a du présent paragraphe, une contribution spéciale permettant de capitaliser ce déficit au moyen de montants d'amortissement égaux devant être versés mensuellement au cours de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1986 et le 31 décembre 2010.

Rapport à  
la Régie  
des rentes  
du Québec

**4.** La Communauté urbaine de Montréal doit, au plus tard le 31 janvier 1985, fournir à la Régie des rentes du Québec un rapport de l'actuaire du régime contenant les renseignements prévus à l'article 15 du Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes

(R.R.Q., 1981, R-17, r.1); ce rapport porte notamment, pour les fins du sous-paragraphe *a* du paragraphe 3° de l'article 3, sur l'année 1986 et doit déterminer la contribution spéciale visée au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3° de ce dernier article.

Déficit  
actuariel

**5.** Tout déficit actuariel, autre que le solde du déficit visé au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3° de l'article 3, relatif au Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, déterminé dans un rapport exigible en vertu de l'article 15 ou 28 du Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes et produit subséquemment à celui visé à l'article 4, doit être évalué et amorti conformément à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

Dispositions  
applicables

**6.** Sauf quant aux paragraphes 1° et 2° et au sous-paragraphe *b* du paragraphe 3° de l'article 3, la présente loi ne peut avoir pour effet de soustraire le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal de l'application de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

Effet  
d'exception

**7.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en  
vigueur

**8.** La présente loi entre en vigueur le 21 décembre 1984.